



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale  
EUROPES / AMÉRIQUES  
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

*Le clergé et la diffusion du franquisme en Biscaye :  
un nouveau modèle de prêtre  
pour un nouveau modèle de société*

**Severiano Rojo Hernández**

Université de Bretagne Occidentale (Brest)  
severiano.rojo-hernandez@univ-brest.fr

**Date de publication** : mai 2001

En 1937, l'Église espagnole appuie officiellement le futur "Caudillo". Un an après le début de la guerre civile (juillet 1936), les autorités ecclésiastiques offrent enfin à Franco une légitimité religieuse indispensable pour s'imposer auprès des catholiques et inscrire l'insurrection militaire dans une tradition séculaire : la lutte de l'Espagne en faveur du catholicisme. Dans les territoires contrôlés par les militaires et leurs alliés, la religion devient l'élément indispensable autour duquel se réalise l'unité politique et culturelle(1). Inspirée entre autres des écrits de Ramiro de Maeztu(2) et de Menéndez Pelayo(3), une idéologie fondée sur le mythe d'une identité espagnole profondément liée au catholicisme se propage. Peu à peu, le national-catholicisme(4) devient le modèle de référence qui doit façonner la société espagnole. Pour ce faire, il faut éliminer, aussi efficacement que possible, toute forme de résistance à ce processus. Ainsi, en raison de leur lutte – onze mois durant – contre cette idéologie, des membres du Front Populaire et des catholiques du Parti Nationaliste Basque (PNV) sont emprisonnés au Pays Basque et tout particulièrement au Guipúzcoa et en Biscaye.

La répression ne s'exerce pas uniquement contre eux. Une épuration de grande envergure touche également le clergé. Les militaires persécutent de nombreux prêtres au comportement hors-norme, qui adhèrent aux principes défendus par le nationalisme basque et qui ont, de ce fait, condamné le soulèvement militaire. L'instauration du national-catholicisme nécessite l'appui inconditionnel de tous les membres de l'Église. Le rôle des prêtres dans la société qui se met en place est essentiel. Vecteurs de la nouvelle idéologie, ils doivent consolider et légitimer le pouvoir auprès des populations basques. Cette tâche ne peut donc être entreprise si l'institution conserve des éléments susceptibles de la remettre en question. Pour cette raison, des dizaines d'ecclésiastiques sont victimes de l'épuration.

## L'Épuration du clergé bisciaïen

Au Pays Basque, bastion de la religion catholique, les rapports étroits entre l'Église et une grande partie de la population amènent les franquistes à utiliser, plus que partout ailleurs, le canal religieux afin d'asseoir le nouveau pouvoir(5). Dès le début du conflit, l'institution religieuse devient un instrument politique privilégié au service des militaires. Ce rôle se renforce au fur et à mesure que la guerre se prolonge dans la région. Dans les pastorales et les circulaires de l'évêché de Vitoria(6), un même leitmotiv s'impose : la collaboration. On exige que le clergé coopère avec les autorités militaires et diffuse le national-catholicisme. L'épuration du clergé basque débute donc rapidement. Parmi les premières victimes figure l'évêque de Vitoria, Mgr. Múgica. Soupçonné de sympathie à l'égard du PNV, les militaires l'expulsent d'Espagne en octobre 1936. Ils ont, dès lors, les mains libres pour poursuivre leurs activités, et ce d'autant que l'évêché de Vitoria est confié temporairement à un homme de confiance, Mgr. Ormazabal, vicaire général du diocèse. Au mois d'octobre et de novembre 1936, la répression atteint une ampleur considérable. Dans la province du Guipúzcoa, les militaires exécutent 16 prêtres accusés de collaboration avec les nationalistes basques. L'affaire soulève de nombreuses critiques et l'émoi du Saint-Siège. Le Cardinal et Primat d'Espagne, Mgr. Gomá, intervient directement auprès de Franco qui ordonne l'arrêt des exécutions. Néanmoins, les partisans du Général poursuivent l'épuration du clergé basque. Pour la mener à bien, les « nationales » bénéficient de l'appui d'ecclésiastiques basques, des carlistes notamment(7), qui n'hésitent pas à dénoncer les prêtres proches du PNV ou ceux qui -parce que sensibles à la culture basque- sont considérés comme des ennemis potentiels.

Pour conférer une certaine légalité à la répression, les militaires font exécuter les sanctions par l'évêché. Vitoria essaie de contraindre les prêtres « dissidents » à l'exil dans des diocèses hors du Pays Basque. Cependant, les premières tentatives sont peu efficaces. De nombreux ecclésiastiques ignorent les circulaires les invitant à quitter la région. Les militaires font alors pression pour accélérer l'épuration. Dès le mois de février, la Présidence du Gouvernement Basque reçoit des rapports faisant état d'un accroissement de la répression. Par exemple, à Azpeitia (Biscaye) :

*« Tous les prêtres nationalistes ont été expulsés vers l'intérieur de la Castille et remplacés par d'autres prêtres dans les différentes chapellenies (...) de lourdes amendes leur ont été infligées. »*<sup>8</sup>

Le phénomène s'accroît par la suite. En mars 1937, Mgr. Gomá souhaite que l'on transfère massivement ces ecclésiastiques dans d'autres régions d'Espagne(9). Alarmé par l'ampleur de la répression, le Vatican intervient de nouveau et réclame une certaine modération(10). Le Général Franco ignore, néanmoins, ces demandes. En juin 1937, Bilbao et l'ensemble du Pays Basque sont désormais sous le contrôle des militaires. Plus rien ne peut alors empêcher les autorités militaires et religieuses de faire disparaître ce clergé « déviant ». Les arrestations se multiplient et, comme le confirme cette extrait d'une lettre du P. Larrakoetxea écrite en 1937, la délation devient monnaie courante parmi les prêtres bisciaïens :

*« Il est triste de le dire, mais quasiment toutes les plaintes contre des religieux et des prêtres sont le fait de religieux et de prêtres connus par les victimes »*<sup>11</sup>

En 1937, 142 prêtres sont emprisonnés au Carme de Begoña. En 1938, ils sont transférés à la prison de Carmona (Séville). Ces mesures ne concernent pourtant qu'une partie des prêtres bisciaïens soupçonnés de connivence avec le nationalisme basque.

L'exil hors du Pays Basque demeure la mesure la plus fréquente. Dès la prise de la Biscaye, les franquistes exigent le départ de dizaines d'ecclésiastiques.

*« J'ai sollicité de M. le Vicaire Général de cet évêché la mutation des prêtres dont les noms figurent dans ce rapport, dans des localités situées hors du Pays Basque et éloignées de cette région. J'ai demandé en outre que l'on me communique le nom des localités où ces prêtres s'installeront ainsi que la date de leur départ. Nous avons pris ces mesures, car la présence de ces prêtres en Biscaye semblait constituer un obstacle majeur à la restauration de l'idéal nationaliste espagnol dans cette province. »<sup>12</sup>*

Entre juillet et septembre 1937, une centaine de prêtres sont expulsés de la Biscaye et affectés dans la province de Burgos ou de Logroño. Cette forme de répression s'accroît avec l'arrivée de l'administrateur apostolique, Mgr. Lauzirica. Il contraint de nombreux ecclésiastiques à demander une affectation dans des paroisses dépourvues de prêtres<sup>(13)</sup> ou à s'absenter de la région pour un laps de temps indéterminé<sup>(14)</sup>. Il brise également la carrière de certains d'entre eux en les reléguant dans des cures de faible importance, tant en Biscaye que dans le reste du Pays Basque. Par ailleurs, Lauzirica démet de leurs fonctions plusieurs ecclésiastiques nommés à des postes importants par Mgr. Múgica. Par exemple, il destitue le vicaire général chargé du territoire administré par le gouvernement basque, Mgr. Galbariatu. Les franquistes infligent, également, de fortes amendes<sup>(15)</sup> et confisquent les comptes bancaires de certains ecclésiastiques réfugiés en France<sup>(16)</sup>. Plusieurs prêtres sont, en outre, assignés à résidence. Quant aux ecclésiastiques qui ont fui à l'étranger, ils n'échappent pas aux pressions des militaires. En raison de la collaboration de certains dans des revues nationalistes basques comme *Euzko Deya*, Vitoria essaie de leur interdire l'exercice de la prêtrise<sup>(17)</sup>. De plus, le Ministère des Affaires Etrangères franquiste demande au Saint-Siège de les contraindre à revenir en Espagne<sup>(18)</sup>. Cependant, Pie XI s'y oppose<sup>(19)</sup>.

Finalement, la répression provoque quelque 750 victimes sur l'ensemble du Pays basque, soit un tiers du personnel<sup>(20)</sup>. En Biscaye, leur nombre s'élève à environ 280, soit 34% des prêtres biscayens<sup>(21)</sup>. En 1939, néanmoins, les militaires soupçonnent Vitoria de faire preuve de mansuétude à l'égard du clergé et de ne pas appliquer les sanctions avec la rigueur requise<sup>(22)</sup>. Officiellement, pourtant, le clergé proche du nationalisme basque a disparu des paroisses. Vitoria, en dépit de l'opinion des militaires, surveille étroitement le personnel et continue à transformer l'encadrement clérical de la Biscaye.

## **Le nouveau personnel**

Quand le Pape nomme Mgr. Lauzirica, il le charge officiellement de maintenir la discipline au sein du clergé et de rétablir la vie religieuse des populations<sup>(23)</sup>. Cependant, un aspect de cette mission demeure confidentiel : le remplacement des ecclésiastiques victimes de l'épuration. Dès sa nomination, Mgr. Lauzirica installe à la tête des paroisses et des archiprêtres des hommes acquis à la cause franquiste, des carlistes « purs et durs » en général<sup>(24)</sup>. Fréquemment, ces nominations sont des promotions destinées à récompenser les services rendus ou l'appui politique au « Movimiento ». L'administrateur apostolique nomme de la sorte des hommes de confiance qui garantissent l'application des mesures adoptées, afin de transformer la société civile et religieuse selon le modèle national-catholique.

Parallèlement au contrôle des fonctions les plus importantes, les fidèles assistent à de profondes transformations au sein du personnel paroissial. Entre 1937 et

1939, la mobilité du clergé s'accroît, de nouveaux prêtres s'installent dans les paroisses biscayennes. Qui sont-ils ? Leur arrivée en Biscaye répond-elle à une stratégie de redéfinition du profil sociologique du clergé biscayen, afin d'éviter que, dans le futur, des prêtres ne soient à nouveau attirés par l'idéologie nationaliste basque ? Deux échantillons de prêtres, composés de 110 remplaçants et de 142 ecclésiastiques sanctionnés par les franquistes, permettent d'effectuer une étude comparée de leur profil sociologique, afin de vérifier si Vitoria installe en Biscaye un type de prêtre bien particulier, différent du personnel précédent(25). Le tableau suivant présente l'éventail des fonctions qu'occupaient les ecclésiastiques de chaque groupe.

**Fonctions exercées par les prêtres sanctionnés et les prêtres remplaçants (1935-1940)**

	<i>Effectifs</i>	<i>Curés</i>	<i>Vicaires</i>	<i>Aumôniers</i>	<i>Sacristains</i>	<i>Prêtres habitués</i>
<i>Prêtres sanctionnés</i>	142	26%	41%	21%	2%	10%
<i>Prêtres remplaçants</i>	110	26,5%	32%	27%	2,5%	12%

En dépit de la différence d'effectifs (142/110), on constate que la répartition entre les diverses fonctions est quasiment identique dans chacun des deux groupes. De part et d'autre, les vicaires représentent la majeure partie des prêtres, tandis que les sacristains constituent le groupe le moins important. Ces similitudes renforcent la pertinence de la démarche entreprise, mais elles incitent, du même coup, à s'interroger sur les différences éventuelles qui opposeraient remplacés et remplaçants.

*L'origine géographique et l'âge des prêtres*

Bien que l'appartenance à un territoire ne saurait expliquer à elle seule le comportement d'un groupe d'individus, il s'agit, néanmoins, d'une donnée fondamentale à prendre en compte. Elle fait partie d'un ensemble d'éléments susceptibles de déterminer le degré d'intégration dans une communauté. Par ailleurs, le fait de naître et de vivre dans un espace rural ou urbain suppose une approche différente de la réalité, approche conditionnée par l'acquisition de comportements et de valeurs propres à chaque milieu. Au sein du corpus étudié, 82,5% des prêtres sanctionnés et 65% des prêtres remplaçants proviennent du milieu rural. L'épuration n'entraîne donc pas de rupture radicale dans le recrutement, même si l'on injecte un pourcentage non négligeable de prêtres nés en milieu urbain. Ces derniers sont rattachés en partie aux paroisses de la région de Bilbao en raison, sans doute, de leurs origines. Elles leur permettent d'éviter un temps d'adaptation trop long qui risquerait de nuire à la tâche qui leur a été confiée : participer à la reprise en main idéologique des populations. Le choix de l'évêché se porte, d'ailleurs essentiellement, sur des prêtres originaires d'un milieu profondément conservateur et catholique.

**Lieux de naissance des prêtres sanctionnés et des prêtres remplaçants (1935-1940)**

	<i>Effectifs</i>	<i>Biscaye</i>	<i>Guipúzcoa</i>	<i>Alava</i>	<i>Navarre</i>	<i>Autres</i>	<i>Etranger</i>
--	------------------	----------------	------------------	--------------	----------------	---------------	-----------------

						<i>régions espagnoles</i>	
<b>Prêtres sanctionnés</b>	<b>142</b>	<b>87%</b>	<b>3%</b>	<b>5%</b>	<b>0%</b>	<b>2%</b>	<b>3%</b>
<b>Prêtres remplaçants</b>	<b>110</b>	<b>56%</b>	<b>18,5%</b>	<b>16,5%</b>	<b>0%</b>	<b>9%</b>	<b>0%</b>

Il est intéressant de constater qu'on substitue, en général, des prêtres basques par des ecclésiastiques de la même région. On aurait pu croire que l'on mettrait en place un personnel dont les origines permettraient de faire disparaître le lien socioculturel qui existait auparavant entre le clergé et le territoire où il exerçait sa fonction. Cette influence du milieu – qui explique en grande partie l'adhésion de nombreux prêtres au nationalisme basque – ou du moins la présence dans cette région de prêtres se sentant concernés par la problématique identitaire basque – ne semble pas avoir été déterminante dans le choix du clergé remplaçant. Cela est d'autant plus vrai que les prêtres biscariens demeurent majoritaires et que l'on sait que c'est dans cette partie du Pays Basque que le nationalisme basque a vu le jour. Aussi, peut-on s'interroger sur les raisons pour lesquelles l'évêché a adopté cette politique.

Plusieurs facteurs semblent avoir eu un rôle déterminant. Tout d'abord, la poursuite de la Guerre Civile et les besoins importants en personnel engendrés par les milliers de prêtres morts dans les territoires administrés par le gouvernement républicain limitent les possibilités de recrutement de prêtres en provenance d'autres diocèses. En second lieu, les particularismes linguistiques et culturels du Pays Basque rendent particulièrement difficile l'exercice de la prêtrise pour un ecclésiastique né hors de la région. Enfin, l'utilisation de prêtres dont les origines sont identiques à celles des fidèles revêt de grands avantages. On a en effet recours à un personnel susceptible d'être accepté rapidement par ses ouailles, en raison de liens socioculturels communs. Cela, en théorie, permet aux nouvelles autorités de disposer de relais considérablement efficaces afin de diffuser la nouvelle idéologie et d'assurer le contrôle moral et politique des populations locales. Toutefois, bien qu'essentiellement biscariens, 44% des remplaçants sont nés hors de la province. La pénurie de prêtres biscariens engendrée par la répression explique sans doute ce type de recrutement. En outre, on peut supposer que Vitoria, dans une certaine mesure, a pris en considération les dangers qu'entraînaient des liens trop étroits entre le clergé et les fidèles. L'évêché a donc essayé de brasser le clergé basque en décrétant des échanges importants de personnel entre les provinces, ainsi qu'en faisant appel à un nombre réduit d'ecclésiastiques non basques.

### *L'âge, l'ordination et la formation*

Les nouveaux prêtres disposent toutefois de caractéristiques qui les différencient de leurs prédécesseurs. On constate, en effet, que la moyenne d'âge des remplaçants est inférieure à celle des ecclésiastiques sanctionnés (40 ans contre 48 ans). Afin d'encadrer la population, l'évêché opte donc pour des prêtres plus jeunes, en théorie, gages de dynamisme. Il élimine ainsi des ecclésiastiques ordonnés prêtres pour la plupart entre 1900 et 1920, c'est-à-dire au cours d'une période d'expansion du nationalisme basque en Biscaye. Cette génération « contaminée » par le nationalisme est remplacée par des prêtres entrés dans les ordres entre 1931 et 1939, soit des années certes marquées par un raffermissement de l'idéologie du PNV, mais également par la guerre civile, l'assassinat de nombreux prêtres et la radicalisation des rapports entre le PNV et les autres partis de droite. Il s'agit là d'éléments fondamentaux à prendre en compte. Ces données historiques ont eu, sans aucun doute, un impact considérable sur les prêtres de chaque groupe. Elles ont déterminé leurs choix politiques et, du même coup, le fait qu'ils soient tantôt des prêtres sanctionnés, tantôt des prêtres remplaçants.

Quant à leur formation, on peut observer que les ecclésiastiques des deux groupes ont suivi en général les mêmes études : une formation traditionnelle comprenant 5 années de petit séminaire, auxquelles s'ajoutent sept années de grand séminaire (formation suivie par 66% des prêtres sanctionnés et 81% des remplaçants). L'arrivée des nouveaux prêtres ne semble donc pas, a priori, modifier la situation qui existait avant la guerre. Néanmoins, la différence entre les deux groupes (15 points) est symptomatique du type de crise que devait connaître le diocèse à partir de juillet 36. Le pourcentage moins élevé de prêtres remplaçants ayant suivi une formation universitaire (9% contre 20% des prêtres sanctionnés) traduit l'impossibilité pour une partie du clergé de poursuivre ses études en raison de la guerre. Par ailleurs, la répression et l'exil volontaire de nombreux prêtres privaient nécessairement Vitoria des éléments les plus diplômés. Le clergé accusé de collusion avec le nationalisme basque était effectivement composé, en partie, d'intellectuels tels que Barandiarán, qui étaient à l'origine de nombreuses activités culturelles basques. On peut donc estimer que le niveau de formation du clergé biscaïen en 1937 fléchit par rapport à celui d'avant guerre.

### *Le remplacement, une récompense ?*

Au-delà des modifications d'ordre sociologique, le phénomène de la substitution va de pair avec des transformations d'ordre économique que le clergé ne peut ignorer. En ce qui concerne les prêtres nationalistes basques, l'exil dans des paroisses de Castille ou d'Andalousie s'accompagne d'une détérioration des revenus. La répression est à la fois physique et économique, elle perd ainsi tout son sens, si ces deux éléments ne sont pas intimement liés. Il convient alors de s'interroger sur les hypothétiques avantages que retirent les remplaçants de l'épuration du clergé biscaïen. Si l'on établit une comparaison entre les paroisses de départ et les paroisses d'arrivée, on constate que la plupart des prêtres (45%) s'installent dans des cures pratiquement identiques aux précédentes. Néanmoins, 38% d'entre eux accèdent à des paroisses hiérarchiquement plus élevées et disposant d'un nombre de fidèles plus important. Par exemple, de nombreux prêtres quittent de petites paroisses enclavées en milieu rural et accèdent aux paroisses de Bilbao, où les conditions de vie et les salaires sont meilleurs. Ces résultats tendent donc à démontrer que de nombreux prêtres tirent profit des sanctions infligées aux prêtres nationalistes basques. Le nouvel environnement met en évidence les enjeux économiques de la répression. En échange des services rendus aux

franquistes ou de leur opposition au PNV, Vitoria récompense économiquement de nombreux prêtres. Cependant, on aurait tort d'oublier les 17% de prêtres qui voient leur situation se dégrader après leur mutation en Biscaye. Sans nul doute, s'agissait-il de prêtres sanctionnés par les franquistes. Ainsi, l'évêché les installe-t-il, pour la plupart, dans les paroisses les plus défavorisées de la zone minière et industrielle de Bilbao, un territoire caractérisé par l'anticléricalisme et l'indifférence religieuse de ses populations.

En 1937, une partie du clergé biscaïen fut victime de l'épuration, en raison de son opposition au modèle de société prôné par les franquistes. Ces derniers firent ainsi disparaître des prêtres susceptibles de contrecarrer la reprise en main idéologique de la région. On les remplaça par des prêtres à bien des égards identiques. Ils présentaient, comme on l'a vu, de nombreuses similitudes de type sociologique. Les résultats de l'étude démontrent donc que la répression ne fut pas effectuée contre un groupe défini par des caractéristiques sociologiques bien particulières, mais contre une série d'individus marquée par ses choix politiques. Dès lors, on peut se demander si, dans la perspective franquiste, cette stratégie ne pouvait, à long et moyen terme, avoir des conséquences néfastes. En remplaçant par des prêtres basques les prêtres de la région sanctionnés par le pouvoir, l'évêché n'était-il pas en train de recréer une situation favorable à la renaissance de la problématique basque au sein du clergé biscaïen ? Le renouveau de la contestation à partir des années cinquante en est la preuve incontestable.

## Notes

- 1) Cf. Gómez Pérez (Rafael), *El franquismo y la Iglesia*, Madrid, Rialp, 1986, p. 50
- 2) Cf. Morodo (Raúl), *Los orígenes ideológicos del franquismo : Acción Española*, Madrid, Alianza editorial, 1985, p. 150-151.
- 3) Cf. Blázquez (Feliciano), *La traición de los clérigos en la España de Franco, Crónica de una intolerancia 1936-1975*, Madrid, Trotta, 1991, p. 16.
- 4) Terme utilisé par les historiens depuis les années soixante pour qualifier l'idéologie franquiste.
- 5) Cf. Sánchez Erauskin (Javier), *Por Dios hacia el imperio. Nacionalcatolicismo en las Vascongadas durante el primer franquismo*, T.I, Thèse doctorale, Bilbao, Manuscrit, Instituto Labayru, 1993, p. 12.
- 6) Voir notamment : "Tres deberes de los católicos en las actuales circunstancias", *Obispado de Vitoria, Boletín oficial del Obispado de Vitoria*, circular 277, 1 janvier 1937, n°1.
- 7) Iturralde (Juan), *El catolicismo y la cruzada de Franco. Cómo siguió y triunfó la cruzada*. T III, Vienne, Egi Indarra, 1955, p. 380.
- 8) Archivo Histórico Nacional (Salamanca), P.S. Madrid, Leg. 1896.
- 9) Meer (Fernando de), *El partido nacionalista vasco ante la guerra de España (1936-1937)*, Pamplona, Eunsa, 1992, p. 377.
- 10) Marquina (Antonio), "El contexto internacional y el contexto interior de la guerra española en la actuación de la diplomacia vaticana", in *La Iglesia Católica y la guerra civil española. cincuenta años después*, Madrid, Fundación Friedrich Ebert, 1990, p. 44.
- 11) Archivo Histórico Nacional (Salamanca), P.S. Madrid, Leg. 809.
- 12) Archivo Histórico Militar, Armario 16, Leg. 38, Carp. 21, Exp. 1.
- 13) Cf. Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores, Caja R.E 3459, Exp. 14.
- 14) Cf. Archivo Histórico Militar, Armario 46, Z.R, Rollo 262-2, Leg. 59, Carp. 8.
- 15) Cf. E.A Talde, *En la persecución. Archivos clero vasco (I). Año 1936*, Usurbil, Izarra, 1978, p. 52.
- 16) Cf. Archivo Histórico Nacional (Salamanca), P.S. Barcelona, Leg. 1069.
- 17) Cf. Obispado de Vitoria, *Boletín oficial del Obispado de Vitoria circular n°8*, 15 avril 1938, n°8.
- 18) Cf. Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores, Caja R.E 3459, Exp. 14.
- 19) Iturralde (Juan), *op. cit.*, p. 486.
- 20) Barroso (Anabella), *Sacerdotes bajo la atenta mirada del régimen franquista*, Bilbao, Desclée De Brouwer, 1995, p. 46.

- 21) Cf. E.A Talde, *op. cit.*
- 22) Cf. Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores, Caja R.E 3459, Exp. 28.
- 23) Obispado de Vitoria, *Boletín oficial del Obispado de Vitoria*, 1 octubre 1937, nº 19.
- 24) Sánchez Erauskin (Javier), *op. cit.*, T.II, p. 282.
- 25) Les données utilisées ont été obtenues à partir de : Obispado de Vitoria, Guía diocesana, 1935, 1940; Archivo Histórico Nacional (Salamanca), P.S. Barcelona, Leg. 5, Exp. 11, Leg. 55, Leg. 292, Leg. 1451; P.S. Bilbao, Leg. 4, Exp. 3, leg. 180, Exp. 5, Exp. 6, Exp. 7, Leg. 199, Exp. 8, Leg. 203, Exp. 8.; Leg. 204, Exp. 35; P.S. Madrid, Carp. 563, Carp. 1190, Carp. 1238, Carp. 1311; P.S. Santander, Leg. 23, Exp. 7; Archivo Histórico Militar, Armario 16, Leg. 38, Carp. 21, Exp. 1, *E.A Talde, En la persecución. Archivos clero vasco (I) Año 1936*, 118 p.